

La liberté de la presse version RFD Points Chauds en ligne de mire d'un tireur embusqué



الخطوط الملكية المغربية
royal air maroc

Tél: 525 3564 / 525 30 94 -
Fax: 525 36 48

E-mail: royalairmarocnkc@hotmail.com

Site Web : www.pointschauds.info

POINTS CHAUDS

BIMENSUEL

du Maghreb et de l'Afrique Francophone 200UM Tel: 525 06 04 / 657 57 02 / 637 37 93

Au NOM de la LIBERTE
de la PRESSE



Libérez HANAFI

BIMENSUEL INDEPENDANT D'INFORMATIONS, de CRITIQUES et D'ANALYSES POLITIQUES Points Chauds N°118 du 08-JUILLET -09

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE SE CORSE SUR LE THÈME DE LA GABGIE. OULD ABDEL AZIZ INDEXE OULD DADDAH ET MESSAOUD



MAURITANIE-ELECTIONS

BUREAU DE VOTE

9 CANDIDATS EN COURSE POUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2009

SCANDALE DE LA SOCOGIME : PROCÈS « POINTS CHAUDS »/SIDI SALEM



LE FEUILLETON JUDICIAIRE
À REBONDISSEMENT SE COM-
PLIQUE ET LES
AVOCATS DEMANDENT LA
TÊTE DU MINISTRE DES
FINANCES

LE CANDIDAT
DU CHANGE-
MENT CONS-
TRUCTIF À
ATAR : « LA
PRÉSENCE
MASSIVE DES POPULATIONS DE
L'ADRAR CONSTITUE UN
MESSAGE CLAIR ... »



er
en qualité réseau GSM
en Mauritanie



www.mattel.mr

Le candidat Mohamed Ould Abdel Aziz a réaffirmé que la présence massive des populations de l'Adrar constitue un message clair que dans la wilaya il n'y a pas de place pour les prévaricateurs relevant l'attachement des populations aux engagements et leur mépris pour les pressions quel qu'en soit le genre.

Le candidat a fait cette déclaration lors d'un meeting présidé lundi à Atar et au cours duquel il a passé en revue les axes de son programme centré sur la lutte contre la gabegie et l'élimination des criminels et des prévaricateurs.

L'ancrage de la démocratie, dit-il, le renforcement de l'unité nationale, la répartition équitable des ressources, la lutte contre la pauvreté, la réforme de l'administration et sa mise au service des citoyens font partie de ses priorités.

Il en est ainsi de l'augmentation des salaires des fonctionnaires et retraités, de la dissuasion du détournement des deniers publics et de l'élaboration de lois luttant contre la gabegie.

Le candidat a précisé: "c'est nous qui avons entrepris le coup d'Etat de 2005 et non les autres qui s'approprient aujourd'hui les réformes d'alors, alors qu'ils les avaient bloquées". M. Ould Abdel Aziz a ajouté que l'Etat a mis fin aux abus des sociétés de télécommunication et réformé les secteurs de l'agriculture, de l'enseignement, de la santé, de la pêche et des infrastructures.

Le candidat a réservé 10 millions du budget de sa campagne à l'hôpital d'Atar et 5 millions aux sportifs de la wilaya avant d'appeler les jeunes et les habitants à "la révolution des urnes le 18 juillet prochain pour éradiquer la gabegie".

Le candidat Ely Ould Mohamed: "Je compte sur la volonté du citoyen pour mon élection le 18 juillet"

Le candidat à l'élection présidentielle de juillet 2009, M. Ely Ould Mohamed Vall a indiqué qu'il compte en particulier dans sa candidature à la magistrature suprême de l'Etat sur la volonté du citoyen mauritanien qui n'est pas soumis à des pressions financières ou à d'autres considérations.

Le candidat a appelé les électeurs mauritaniens au cours d'un meeting électoral qu'il a présidé lundi soir à Akjoujt à définir leurs choix en fonction de leurs convictions loin des considérations tribales, régionales ou sectaires.

"Je n'aime pas être élu par ces moyens, mais que le choix le jour du scrutin doit porter sur le candidat qui oeuvrera à l'ancrage de la véritable démocratie", a-t-il poursuivi, avant d'ajouter que le peuple mauritanien choisira l'option de l'ancrage de la démocratie sur toute autre voie.

Concernant la situation de la ville d'Akjoujt, le candidat a indiqué

qu'il procédera à la révision des conditions des miniers de la ville qui a connu 60 années d'extraction des mines sans que ces habitants ne puissent profiter de ces richesses

Le candidat islamiste en Mauritanie prône une loi criminalisant le racisme sous toutes ses formes

Le candidat du parti Tawassoul (islamistes) à l'élection présidentielle du 18 juillet en Mauritanie, Mohamed Jemil Ould Mansour, invite le Parlement à voter une loi criminalisant le racisme, qu'il soit pratiqué par les Blancs ou les Noirs du pays.

« C'est un peuple multi-ethnique, multi-linguiste et multicolore où aucune composante ne peut exclure ou marginaliser une autre », a-t-il insisté lors d'un meeting électoral dimanche soir à Sélibaby (650 km au sud de Nouakchott sur la vallée du fleuve Sénégal) .

Ould Mansour a par ailleurs appelé les forces armées et de sécurité à offrir au peuple mauritanien l'occasion de choisir, dans la transparence, celui qui le gouvernera pendant les cinq prochaines années.

Selon lui, le pays a besoin d'un projet politique qui brandit le slogan de la réforme face à la gabegie et qui prend le relais de la politique de l'hypocrisie et du mensonge. « Notre parti propose des dirigeants qui traduisent le choix du peuple de la religion musulmane dans une action politique dont les effets sont visibles sur le terrain, des dirigeants modérés, centristes et éloignés de l'extrémisme, de la violence et de la négligence », a aussi dit le candidat islamiste.

Il s'est dit indigné par la situation de la ville de Sélibaby qui demeure toujours, selon lui, coupée du reste du pays, notamment pendant la saison des pluies.

Ould Mansour avait appelé, dans un meeting antérieur, les candidats à la présidentielle à déclarer leurs biens et à décliner les sources de financement de leurs campagnes. « Celui qui échoue dans la gestion d'une campagne électorale ne peut pas gérer un établissement, encore moins un Etat », avait-il expliqué, soulignant que « la lutte contre la gabegie n'est pas un slogan mais plutôt une méthode et une pensée.

URGENT : Aziz accuse des membres du FNDD d'acoïtance avecdes organisations sionistes et promet d'en apporter la preuve.

Le candidat à l'élection présidentielle du 18 juillet, Mohamed Ould Abdel Aziz a accusé mardi, lors de son meeting de campagne à Akjoujt, des membres influents du Front national pour la défense de la démocratie d'acoïtances avec des organisations sionistes dont ils se seraient servis pour les dresser contre l'Armée mauritanienne et plus généralement contre le pays. Le candidat Mohamed Ould Abdel Aziz a, dans ce sens, promis d'apporter des preuves à ces accusations lors du meeting final prévu à Nouakchott. Rappelons que le candidat Mohamed Ould Abdel Aziz avait également porté des accu-

sations de mauvaises gestions de certaines institutions présidées par des personnalités politiques aujourd'hui des candidats à l'élection du 8 juillet. Enfin, le candidat Mohamed Ould Abdel Aziz a annoncé qu'il faisait don de 15 millions d'ouguiyas des institutions locales (Akjoujt ville : 10 millions, hôpital régional : 3 millions et les

Mahfoudh Ould Brahim, porte-parole du candidat Ahmed Ould Daddah : «Les visites en Adrar et au Tiris-Zemmour ont été une réussite éclatante»

«Les visites en Adrar et au Tiris-Zemmour du président Ahmed Ould Daddah, le candidat du «Changement dans la Sérénité» ont été une réussite éclatante et le programme de notre candidat y a connu une adhésion massive de grandes poids lourds», a déclaré Mahfoudh Ould Brahim, le porte-parole du candidat Ould Daddah, au cours d'une conférence de presse organisée hier soir à l'hôtel Emira, siège de la campagne de ce candidat. Ould Brahim a indiqué que l'attachement des mauritaniens à la victoire de son candidat dénote leur considération des sacrifices déployés par Ahmed Ould Daddah qui leur a consacré sa vie politique et professionnelle. Et Mahfoudh de préciser qu'en commençant ses tournées à l'intérieur par l'Adrar, le candidat du «Changement dans la Sérénité», Ahmed Ould Daddah conjugue le passé du pays avec son avenir, cette wilaya de l'Adrar occupant une place privilégiant dans l'histoire de notre pays. Au sujet du déroulement de la campagne de son candidat, le porte-parole du «Changement dans la Sérénité» dira que plusieurs adhésions

d'importantes personnalités ont été enregistrées et que d'autres seront dévoilées sous

Présidentielle : Maître Sghair désiste pour le candidat Aziz

Sghair Ould M'Bareck a décidé de jeter l'éponge et de soutenir le candidat Ould Aziz. Une décision qui était en l'air depuis quelques temps. L'ancien premier ministre avait, en effet, renoncé à ses tranches dans les médias publics et ne semblait pas très chaud pour entrer dans la campagne

pour l'élection du 18 juillet. Il avait pourtant réuni à plusieurs reprises ses soutiens pour, dit-on dans son entourage, étudier la situation, surtout dans son aspect financier.

Selon quelques indiscretions son staff est arrivé rapidement à la conclusion qu'il n'avait pas les moyens pour se lancer dans la campagne. Se poser alors le choix de celui parmi les candidats qu'il devrait soutenir. Sur ce point il n'y avait pas du tout d'unanimité.

Certains penchaient pour le soutien de certains candidats de l'opposition, alors S'Ghair est son cercle intime œuvreraient pour amener leur petit monde à se mobiliser en faveur du général Aziz.

Après tout ce temps, et parant au plus pressé, S'Ghair impose son souhait en proclamant son retrait de la présidentielle et son soutien au général. C'est le seul candidat parmi les 4 alignés pour la course présidentielle du 6 juin qui jette l'éponge.

Dans les milieux nouakchottois, on estime que la candidature de l'ancien premier ministre n'est pas le fruit d'un désir ou d'un projet personnel et mais qu'elle est plutôt suscitée par le général Mohamed Ould Abdel Aziz, qui en quête de crédibilité pour son scrutin unilatéral, tenait à avoir à ses côtés un représentant de la communauté harratine. S'Ghair, leader historique de la mouvance El Hor, semblait le mieux indiqué pour jouer ce rôle. Il aurait reçu pour cela une enveloppe de 400 millions.

Dans la nouvelle conjoncture marquée par la présence de candidats battants et sérieux, Aziz ne pouvait plus se permettre d'éparpiller ses efforts électoraux et financiers. Il n'avait plus devant lui que de demander à son ami de désister. Signalons que les deux autres candidats qui étaient en lice pour la compétition du 6 juin n'ont pas abandonné mais ne font plus rien pour se faire connaître.

... et non les autres qui s'approprient aujourd'hui les réformes d'alors, alors qu'ils les avaient bloquées».

LA PRESSE NATIONALE VIENT DE S'ENRICHIR

La presse nationale vient de s'enrichir d'un nouvel hebdomadaire dénommé « le DIVAN » une publication indépendante, et qui sera désormais proposé chaque lundi aux lecteurs. A la une de cette première livraison : la présidentielle de 18 Juillet, revient en analyse de notre confrère Bakary Guèye et une interview en exclusivité, avec le candidat, le Président Hamadi Ould Meimou, en plus d'un éditorial très collant à l'actualité, de son directeur de publication qui n'est autre que notre confrère Brahim ould Bakar ould Sneiba aussi dire, ce premier numéro est, un succès de par la qualité de la plupart des articles.

Il faut dire aussi que le journal peut compter sur le talent et le professionnalisme de non seulement de Bakary Guèye qui était une prestigieuse signature au quotidien de Nouakchott info ,mais aussi de son directeur de publication qui est un homme de communication de grande envergure. En espérant qu'au « Divan », ce ne sera pas, pour eux et leurs collaborateurs, une simple balade. Bon vent à ce nouveau confrère!



SCANDALE DE LA SOCOGIME : PROCÈS « POINTS CHAUDS »/SIDI SALEM

LE FEUILLETON JUDICIAIRE À REBONDISSEMENT SE COMPLIQUE ET LES AVOCATS DEMANDENT LA TÊTE DU MINISTRE DES FINANCES

Les responsables du journal Points Chauds, Ezza Mint Moulaye et Moulaye Najim Ould Moulaye Zein poursuivis par la justice à la suite d'une plainte en diffamation déposée à leur encontre par Sidi Ould Salem, le tout nouveau ministre des Finances du Gouvernement d'Union Nationale (GUN), perdure. De report en report sans motif apparent, il semble de source judiciaire, que le dossier ait été retiré de l'audience alors que les deux journalistes avaient été cités à comparaître pour une énième fois devant la Cour correctionnelle du Tribunal de Nouakchott. Comprenez qui pourra ces vagues hésitations de la justice alors que les journalistes sont toujours prêts à affronter un procès qu'ils ne redoutent pas. Bien au contraire ! Apparemment le changement de statut du plaignant, M. Sidi Salem ex directeur de la Socogim, devenu ministre des finances du pôle RFD dans le gouvernement d'union nationale chargé de gérer la période de transition freine quelque peu l'ardeur de la justice.

Et pourtant la défense demande sa comparution conformément aux dispositions du code pénal qui impose que les deux parties soient confrontées. A cet effet le collectif des avocats du journal "Points Chauds" et le Syndicat des Journalistes Mauritiens ont organisé samedi dernier une importante conférence de presse, relative aux dessous de l'affaire Sidi Ould Salem- "Points-Chauds".

Cette affaire, que la justice semble avoir tenté, par tous les moyens d'étouffer, sans véritablement épuiser le dossier, prononcer le verdict final et réparer le préjudice moral subi par la partie victime, ne date pas d'hier.

En effet, le dossier remonte à quelques mois, après une plainte auprès du tribunal, déposée par Sidi Ould Salem contre le dit journal, qui avait conduit à la convocation de la directrice de publication et le Directeur Général de "Points-Chauds", respectivement Mme Ezza Mint Moulaye El Hacen et Moulaye Najim, pour répondre des accusations graves notifiées contre eux au parquet général.

La plainte déposée par le ministre du Gun en l'occurrence Sidi Ould Salem, avant sa nomination, quelques semaines après son limogeage des commandes de la Socogim, serait suscitée par une enquête réalisée par "Points-Chauds" sur la Socogim, qui aboutit dans ses conclusions à une très mauvaise gestion de cette société.

Toujours est-il que l'instruction de cette affaire avait suivi au début régulièrement son cours normal, Mais avec des convocations répétées des directeurs de la parution qui sont à leur quatrième convocation, les responsables de "Points Chauds" se sont vus signifiés que l'affaire a été déprogrammé de la séance du procès sans suite. Malgré leur insistance pour que l'instruction continue jusqu'à la confirmation ou l'infirmité des cas de diffamation, les journalistes se sont vus refusés toute édification sur les raisons d'un tel retournement, alors que le grand préjudice moral et professionnel subi par le journal est déjà fait.

Mis au parfum de cette affaire et de ses rebondissements, le collectif des avocats de "Points

Chauds", composé par les avocats Me Sid'El Moctar et Moulaye Ghaly, traite le dossier et constata très vite, les grandes irrégularités judiciaires qui ont caractérisé les allures de cette affaire.

Ainsi Me Sid'El Mokhtar a confié aux journalistes présents, que durant tous son parcours, où il a eu à défendre des journalistes, il n'avait jamais eu l'occasion d'avoir une affaire dans laquelle le journal et les journalistes sont en bonne position vue les preuves présentées, par ses clients, par apport à cette affaire.

Alors des preuves à portée de main, les avocats ont montré qu'ils maîtrisent parfaitement ce dossier et qu'ils vont sur des sentiers sûrs, rappelant qu'ils ne baisseront pas les bras tant que justice n'est pas faite, conformément à la loi en vigueur. Les avocats ont indiqué qu'ils utiliseront tous les moyens légaux pour que cette affaire aboutisse puisse se poursuivre après son interruption surprenante.

De son côté ;Me Moulaye El Ghali qui avait parlé d'obstruction de la justice trouve qu'il n'est pas normal qu'une juridiction qui statue toute les semaines dépasse systématiquement ce dossier. Et l'avocat de s'interroger : Est-ce que c'est le parquet. Est-ce que c'est le ministre plaignant – c'est possible, ce dernier ne voulant pas être exposé. Points chauds c'est un journal professionnel qui déjà des précédents avec la justice. De ce fait il a des conseillers juridiques qui minutieusement le travail de la rédaction et apportent des conseils de façon continue. Donc M sidi a intérêt à faire attention, lui qui vient avec une plainte sans fondement. Nous détenons un dossier explosif contre lui »

Le fait que le journal "Points Chauds" et ses avocats revendiquent la poursuite judiciaire de l'affaire jusqu'à qu'elle soit totalement tranchée, soutenus de surcroît par le Syndicat des Journalistes Mauritiens, dégage le constat selon lequel, le ministre des finances, jouissant actuellement de l'immunité gouvernementale, se trouve protégé par son statut officiel.

Il faut donc que Sidi Ould Salem démissionne de ses fonctions de ministre pour être au même pied d'égalité que l'autre partie, dans cette affaire judiciaire qui les oppose tous, et qui, reste encore, bloquée, pour une raison ou pour une autre, par le parquet général.

Justement, à propos du blocage du dossier, le collectif des avocats n'écarte aucune piste et dit que l'affaire, a peut être, été épuisée suivant les normes, mais non communiquées à la partie ayant subi les plus grands préjudices, comme il peut être classé, jusqu'à preuve du contraire, sur instructions d'une main invisible, clament les avocats.

Pour sa part, prenant la parole dans cette affaire en suspens, le président du Syndicat des Journalistes Mauritiens, M. El Houcien Ould Emmedou s'est largement appesanti sur cette affaire.

Dans ses interventions, il a renouvelé le devoir d'ancrer le droit des citoyens à l'information et des exigences de la profession de journalistes, ainsi que le droit des citoyens à bénéficier de la justice, dans tout ce qui est de nature, à leur porter atteinte. Ould Immedou a également appelé à garantir la liberté d'expression, dira-t-il " n'est absolument pas supérieure au droit de questionnement judiciaire". Par la suite, il a noté le regret du Syndicat des Journalistes

Mauritiens de la manière avec laquelle, le parquet a traité le dossier de Sidi Ould Salem et « Points Chauds ». Le président a précisé que "c'est la quatrième fois consécutive que les collègues de « Points Chauds » sont convoqués pour assister à une session du tribunal, avant qu'ils ne soient surpris, par le retrait du dossier par le parquet de l'ordre de la réunion; ce qui peut être considéré comme une manipulation déplorable, non assortie de preuves qui expliquent les motifs". Le SJM a exprimé aussi sa désolation sur "la lenteur des procédures judiciaires, ainsi que les négligences et convocations répétées qui l'ont suivie", qui selon son président interpellent les autorités judiciaires à accélérer l'accès à un jugement juste à la Directrice du journal « Points Chauds »,

Mme Ezza Mint Moulaye El Hacen, au respect des procédures légales, qui consacrent le principe de l'égalité devant la justice. Enfin le SJM a appelé les journalistes au sacrifice "pour



contribuer à travers leurs supports médiatiques à éclairer l'opinion publique, à exercer l'autorité de contrôle et de la vigilance professionnelle sur l'intérêt général et un jugement juste pour ceux d'entre eux qui sont traduits en justice".

Aujourd'hui, la défense demande la comparution du plaignant. Or, selon les juristes, le statut de membre du Gouvernement du plaignant exige que celui-ci, pour comparaître en qualité de partie civile, se libère de ses fonctions gouvernementales

Mohamed

LA LIBERTÉ DE LA PRESSE VERSION RFD POINTS CHAUDS EN LIGNE DE MIRE D'UN TIREUR EMBUSQUÉ

Il ne manquait plus que ça ! Faire tout pour que le service communication du parti s'arrange à isoler des activités de promotion du candidat du parti, le journal Points Chauds. Quels tords avons-nous commis pour mériter un tel traitement ? A priori nous n'avons aucun contentieux avec cette formation politique que nous respectons -tant et si bien nous couvrons dans nos colonnes toutes les activités de campagne du candidat et diffusons tous les communiqués de la dite commission sans restriction aucune au même titre que les autres candidats en lice pour le scrutin présidentiel du 18 juillet prochain. Nous estimons faire ainsi notre travail d'information. Et nous allons le continuer sans aucun problème.

Maintenant qu'il y ait des consignes données par des mains invisibles pour nous chercher noise à travers la commission communication du

candidat, cela ne nous fait ni chaud ni froid, et ne nous détournera pas de notre devoir d'informer. Qu'elle dresse des listes autant qu'elle voudra qui isole le journal, pour sûr, nous remercions la communication du candidat qui, par cette attitude peu amicale à l'égard d'un organe de la presse écrite indépendante, doit reconnaître que l'affaire qui l'oppose à l'un de ses hauts responsables politiques en l'occurrence son vice président et membre du gouvernement d'union nationale est devenue un scandale politique qui dérange dans la hiérarchie de cette grande formation politique de l'opposition. Il y a de quoi inquiéter les journalistes si ce genre de pratique a cours au sein de cette formation politique qui veut convaincre du bien fondé de son projet de société pour la Mauritanie. Sans rancune !

La Direction



LA CAMPAGNE ÉLECTORALE SE CORSE SUR LE THÈME DE LA GABGIE

OULD ABDEL AZIZ INDEXE OULD DADDAH ET MESSAOUD

Dix candidats dont d'anciens officiers supérieurs, des leaders de l'opposition, des Négros africains et un leader d'un parti islamiste ont lancé jeudi à zéro heure leur campagne électorale en perspective du scrutin du 18 juillet 2009, dans une ambiance de concurrence et de saine compétition. Ambiance de la campagne électorale et analyse des manœuvres politiques en cours.

Notre pays, connaîtra sans nul doute une véritable course à la présidence de la République à travers des élections qui s'annoncent déjà très difficiles et pleine d'enjeu. En effet, les élections consensuelles du 18 juillet prochain promettent incontestablement une concurrence de titans entre des candidats dévoués, mais aussi de taille. Déjà, le général, Mohamed Ould Abdel Aziz, auteur du coup d'Etat du 6 Août dernier, aujourd'hui démissionnaire et président d'un parti politique (UPR) compte beaucoup sur son actif de dix mois passé aux hautes sphères de l'Etat, mettant en œuvre des projets nécessaires et utiles pour le pauvre citoyen, mais aussi prônant un discours qui a gagné la confiance du petit peuple, délaissé par ses prédécesseurs, à travers la lutte contre la gabegie et le détournement des deniers publics, mais aussi la révision des prix des denrées de première nécessité et la distribution de denrées alimentaires aux plus nécessiteux. Ainsi, dans son mot d'ouverture de sa seconde campagne électorale, le général Aziz a promis d'aller jusqu'au bout de sa lutte contre la gabegie et d'œuvrer pour bâtir une Mauritanie nouvelle, où il n'y a ni injustice, ni oppression ou d'exclusion et où le bien-être sera garanti à tout un chacun. Et comme pour bien se faire entendre, le candidat de l'UPR en déplacement à Aleg a concentré ses attaques cette fois, sur ses deux principaux rivaux Ahmed Ould Daddah et Messoud Ould Boulkheir. Dans ces diatribes frontales, le « président des pauvres » a promis de produire dans le meeting de Nouakchott, des preuves de « l'implication de ces deux leaders dans des dossiers de gabegie ». Mohamed Ould Abdel Aziz a notamment révélé que « les camps de Messaoud et Daddah » sont impliqués dans des dossiers de détournement. Il a « prêté » que ces candidats fuiront à l'étranger avant la date fatidique du 18 Juillet 2009 parce qu'ils savent, selon lui, qu'ils subiront le verdict des urnes et que le peuple ne manquera pas de leur demander des comptes. De l'autre côté, Messoud Ould Boulkheir Ahmed Ould Daddah ont, eux aussi, haussé le ton pour lui signifier qu'il est loin de les impressionner à l'approche de la

date du scrutin. Les propos se font plus acerbes et la critique plus incisive et plus catégorique. Il ne fait pas de doute que le candidat du Rassemblement Pour la République (RPM) Mohamed Ould Abdel Aziz a une très bonne longueur d'avance sur tous ses concurrents. Et cela a commencé pendant qu'il assumait ses charges de président du Haut Conseil d'Etat (HCE) et chef de l'Etat avec ses différentes visites dans le pays profond. Visites qui ont pris l'allure d'une campagne électorale avant l'heure. Une situation que ses thuriféraires du FNDD n'ont pas manqué de dénoncer avec véhémence. En fait Ould Abdel Aziz constituait ses réseaux de soutien mobilisant au passage chefs de tribu, leaders d'opinion, personnalités influentes etc. Avec l'agenda unilatéral décrété et confiant la charge de sa gestion à son gouvernement piloté par Moulaye Ould Mohamed Laghdaf, tout un dispositif a été mis en place avant qu'il ne démissionne de ses charges après qu'il se soit déclaré candidat aux élections présidentielles fixées au 6 juin 2009. La campagne électorale ouverte le 22 mai -sur fond de discours populiste- lui a permis d'achever son tour du pays et de peaufiner son dispositif. Cependant, des interrogations demeurent sur son choix de ne s'appuyer pour l'essentiel que sur des acteurs politiques jeunes et novices dans le domaine. Cette stratégie lui a coûté des défections parmi la classe des nanties qui peinent à se faire de la place ou à se faire accepter dans son camp qui est celui de l'UPR. Le RDPM a rompu tout contact avec le candidat et Louleid Ould Weddad son leader, s'en est allé soutenir Ould Daddah en signant une déclaration conjointe avec Mohamed Yehdy Ould Moctar Hacen de l'Alternative appelant toutes les forces nationales soucieuses de l'avenir du pays et croyant en la nécessité du changement démocratique prometteur ; à adopter la même position et à travailler en vue de sa concrétisation le jour du scrutin. L'appelle s'adresse aussi à tous les mauritaniens sur toute l'étendue du territoire national, et à l'étranger pour voter massivement le 18 juillet 2009 en faveur « du candidat de tous » Ahmed Ould Daddah. L'UCD-Kadima avec lequel ils ont formé une coalition appelée Union des Forces du Changement (UFC) dont le chef de file Cheikh Sid'Ahmed Baba a reçu Ely Ould Mohamed Vall, Ould Daddah et Messaoud Ould Boulkheir, semble hésiter à franchir le pas pour faire avec ses alliés mécontents de l'attitude du Candidat Mohamed Ould Abdel Aziz. Il n'empêche que là où il enregistre des défections, d'autres ralliements se font jour en sa faveur.

Ely s'invite dans le débat



Quant au candidat Ely Ould Mohamed Vall Eléya, il a vanté les réalisations accomplies pendant son règne en 2005-2007, estimant que le peuple avait, à cette époque, réalisé un bond historique en avant. Il a aussi mis l'accent sur l'importance de la stabilité politique, relevant la relation intime entre la sécurité alimentaire et la stabilité politique. Cependant l'ex Directeur de la Sûreté Nationale du pays, sous le règne de Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya (20 ans) et ex président du CMJD chef de l'Etat, lors de la fameuse transition de 2005 à 2007 aura fort à faire. Homme de vaste culture, Ely (pour les intimes) découvrira le fer, face à son proche cousin et compagnon d'arme, preuve de mal entendu entre les deux hommes. Devenu le chouchou des occidentaux, depuis sa passation de service au président Sidi Ould Cheikh Abdallahi après son élection, Ould Vall, aura du pain sur la planche, car convaincre un électeur, déjà mobilisé par une campagne et les contestations de l'opposition pendant 9 mois ne sera pas facile. En se déclarant candidat à la prochaine échéance électorale, Ould Mohamed Vall, créera des divisions au sein de sa forte tribu qui sera entre le marteau et l'enclume.

De son côté, le représentant de Saleh Ould Hanenna, homme fort du coup d'Etat du 8 juin contre le régime de Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya (1984-2005) a promis de doter les régions de l'intérieur d'infrastructures appropriées. M. Ibrahima Moktar Sarr a lui invité ses militants à résister contre les tentatives de monnayage des voix dont certains candidats feront usage. Pour sa part, M. Messaoud Ould Boulkheir a promis d'engager, dès son élection à la magistrature suprême, un combat sans merci contre les maux qui empêchent encore le développement de la Mauritanie, notamment l'exclusion, l'ignorance, le dysfonctionnement de l'admini-

stration, la fragilité du système éducatif et l'absence de séparation des pouvoirs. De son côté, M. Ahmed Ould Daddah, patron du RFD, estime que la Mauritanie a besoin aujourd'hui d'un président capable de mettre en œuvre un programme politique, économique et social qui fait du citoyen la pierre angulaire dans les différentes stratégies et programmes de développement qui valorisent les ressources humaines nationales et les met aux services du citoyen. Quant à M. Jemil Ould Mansour, il a indiqué que son programme électorale se fonde sur l'Islam l'équité, l'égalité, la justice, au service du Mauritanien où qu'il se trouve. Le candidat Hamadi Ould Meimou a quant à lui, donné l'engagement de s'atteler, une fois élu, à créer des opportunités d'emploi, renforcer l'enseignement et organiser les secteurs de développement, soulignant que cela ne peut se réaliser que si les citoyens sont impliqués.

KHB et IMS tiqués

De leur côté les candidats Sghair Ould M'Bareck, Kane Hamidou Baba et Sarr Ibrahima Moktar exigent du Groupe de contact sur la Mauritanie une compensation des fonds qu'ils ont dépensés pour le scrutin du 6 juin annulé par l'accord de Dakar. Ceux-ci estiment qu'ils ont tout dépensé dans la première campagne et qu'en l'absence d'un financement de la communauté internationale leur présente opération risque de n'avoir pas lieu. Déjà les tentes sont dressées sur les principaux axes routiers de Nouakchott et les véhicules 4x4 mobilisés pour sillonner les villes et campements du pays. Faut-il le rappeler, au départ quatre candidats briguaient le fauteuil présidentiel. Entre temps, la médiation sénégalaise appuyée par le Groupe de Contact International sur la Mauritanie étant parvenue à arracher au forçeps un accord entre les protagonistes de la crise politique née du coup d'Etat du 6 août 2008 contre Sidi Oud Cheikh Abdellahi démocratiquement élu en mars 2007. Parmi ces accords le recul de l'élection présidentielle programmée le 6 juin au 18 juillet 2009 ; la mise sur pied d'un gouvernement d'union nationale à parité égale entre les trois pôles de la crise

(Majorité, RFD et FNDD) la révision de la Céri. Mais la mise en œuvre des accords a buté sur le statut du HCE que Sidi Ould Cheikh Abdellahi voulait voir dissous. Après un second round de négociations à Dakar où les protagonistes avaient été conviés, l'impasse a été débloquée. Le HCE n'a pas pour autant été dissous mais a changé de dénomination en gardant ses membres militaires au complet, Sidi qui liait la signature du décret nommant les membres du gouvernement d'union nationale à la disparition du HCE, a fini par signer et démissionner concomitamment de son fauteuil de président de la république. Du coup tout est allé très vite avec la valse des candidatures pour le scrutin du 18 juillet 2009 redonnant goût à la compétition électorale. Outre Mohamed Ould Abdel Aziz, Kane Hamidou Baba, Ibrahima Moktar Sarr et Sghair Ould MBareck dont les candidatures avaient été déjà validées par le conseil De l'autre côté le candidat Me Sghair Ould MBareck vient d'annoncer hier au cours d'un meeting qu'il a organisé à l'ancienne maison

des jeunes, qu'il se retire de la course présidentielle pour soutenir le candidat de Mohamed Ould Abdel Aziz. Me Sghair Ould MBareck a appelé ses militants et sympathisants à œuvrer à la réussite, au premier tour, du candidat Mohamed Ould Abdel Aziz, le seul à même de diriger le pays constitutionnel, d'autres se sont déclarées officiellement candidat à la course présidentielle. Il s'agit de l'ancien président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie (CMJD), Ely Ould Mohamed Vall, Ahmed Ould Daddah président du RFD, Messaoud Ould Boulkheir candidat du FNDD, Jemil Ould Mansour de Tawassoul, Saleh Ould Hanena de Hatem et Hamada Ould Meimou ancien commissaire aux droits de l'homme avant le putsch de 2005 contre Ould Taya et ambassadeur de la Mauritanie au Koweït.

Des ralliements en cascade pour Ould Daddah

Pendant que Mohamed Ould Abdel Aziz candidat de l'Union Pour la République (UPR), Messaoud Ould Boulkheir candidat du FNDD

et Jemil Ould Mansour candidat de Tawassoul sillonnent le pays profond, dans le cadre de leur campagne électorale, Ahmed Ould Daddah candidat du RFD -qui fait face à une dissidence interne de son parti -engrange des cascades de ralliements qui ont pris une allure vertigineuse ces derniers jours. Ces soutiens qui se suivent au profit du leader du RFD ne sont pas sans rappeler ceux de mars 2007 lors de l'annonce de sa candidature à partir de Kiffa. Outre les ensembles tribaux, claniques, les initiatives et autres, une coalition dénommée CFCO regroupant 11 formations politiques lui avait apporté son soutien au second tour de l'élection présidentielle qui l'opposait à Sidi Ould Cheikh Abdellahi. Seul le leader de l'APP avait fait faux bond pour lui préférer son concurrent. Toutefois, même si le contexte de 2007 est différent de celui de 2009, la guerre des ralliements et stratégies électorales en cours a tout l'air de conduire à une réédition du scénario qui s'était invité en 2007 au second tour des élections présidentielles. Ainsi, le leader du RFD, candidat au fauteuil présidentiel

pour la quatrième fois consécutive, en fin calculateur s'est-il empressé de signer un accord avec Messaoud Ould Boulkheir candidat du FNDD pour éviter toute mauvaise surprise en cas de second tour qui le propulserait pour le sprint final. Mais ce calcul peut être faussé par plusieurs hypothèses. Questions. Et si les deux candidats du pôle RFD-FNDD allaient au second tour, qu'advient-il de cet accord ? Dans le cas contraire, s'il opposait Ould Boulkheir et Ould Abdel Aziz, quel serait le comportement des partisans de Ould Daddah et des autres candidats malheureux. Difficile d'y répondre. Autres hypothèses envisageables, un second tour qui met en lice Ely Ould Mohamed Vall face à Mohamed Ould Abdel Aziz ou Messaoud face à Ely ou alors Ould Daddah face à l'ancien président du CMJD. Qui sait, car le jeu est très ouvert et la campagne électorale n'a pas livré, loin s'en faut, tous ses secrets. Cheikh M

Le Périple du candidat du changement constructif

Campagne du candidat Mohamed Ould ABDEL AZIZ



Le candidat du changement constructif à Atar :

« La présence massive des populations de l'Adrar constitue un message clair ... »

Le candidat du changement construction Mohamed Ould Abdel Aziz a réaffirmé que la présence massive des populations de l'Adrar constitue un message clair que dans la wilaya il n'y a pas de place pour les prévaricateurs relevant l'attachement des populations aux engagements et leur mépris pour les pressions quel qu'en soit le genre.

Le candidat a fait cette déclaration lors d'un meeting qu'il a présidé lundi à Atar, au cours duquel il a passé en revue les axes de son programme centré sur la lutte contre la gabegie et l'élimination des criminels et des prévaricateurs. L'ancrage de la démocratie, dit-il, le renforcement de l'unité nationale, la répartition équitable des ressources, la lutte contre la pauvreté, la réforme de l'administration et sa mise au service des citoyens font partie de ses priorités. Il en est ainsi de l'augmentation des salaires des fonctionnaires et retraités, de la dissuasion du détournement des deniers publics et de l'élaboration de lois luttant contre la gabegie. Le candidat a précisé : "c'est nous qui avons entrepris le coup d'Etat de 2005 et non les autres qui s'approprient aujourd'hui les réformes d'alors, alors qu'ils les avaient bloquées". M. Ould Abdel Aziz a ajouté que l'Etat a mis fin aux abus des sociétés de télécommunication et réformé les secteurs de l'agriculture, de l'enseignement, de la santé, de la pêche et des infrastructures. Le candidat a réservé 10 millions du budget de sa campagne à l'hôpital d'Atar et 5 millions aux sportifs de la wilaya avant d'appeler les jeunes et les habitants à "la révolution des urnes le 18 juillet prochain pour éradiquer la gabegie".

Les Mauritaniens

vivant aux Etats-Unis se mobilisent pour soutenir Aziz

La diaspora Mauritanienne vivant aux Etats Unis d'Amérique, notamment de Washington, DC et d'autres états, se mobilisent autour de la campagne de Mohamed Ould Abdel Aziz, en coordination avec la coordination des mauritaniens à l'extérieur de la campagne de Mohamed Ould Abdel Aziz.

Cette mobilisation d'hommes de bonne volonté pour soutenir activement le candidat Mohamed Ould Abdel Aziz, en particulier aux Etats-Unis d'Amérique fait de plus en plus parler d'elle un peu partout dans le pays de l'Oncle SAM. Mr Adama THIAM, président de l'ONG AfricAgir, principal mobilisateur des troupes et aidés par certains hauts cadres de la diaspora mauritanienne, travaillent d'arrache pied pour que leur candidat arrive en tête aux élections présidentielles de 18 juillet prochain. C'est d'ailleurs dans cette optique qu'une manifestation a été organisée par Mr Adama THIAM, la semaine passée, à Arlington, VA, pour lancer la campagne du candidat Mohamed Ould Abdel Aziz aux Etats-Unis. Cette manifestation dont le but était d'afficher clairement le soutien au candidat Aziz, a également permis à ces principaux organisateurs d'exploser à un public venu nombreux, les raisons de leur choix.

Selon Mr Adama THIAM, « nous soutenons Aziz, parce qu'il a, contrairement aux autres candidats en lice, apporté des idées novatrices dans la manière de gouverner le pays ». « Aujourd'hui le pays a besoin d'un homme propre, qui a le courage d'aborder les dossiers épineux comme le passif humanitaire, la drogue et la corruption. Il a besoin d'un homme état qui place le citoyen au centre de ses priorités. Le pays a besoin surtout d'un homme moderne et ouvert capable de bâtir une Mauritanie souveraine et forte... Aujourd'hui si les mauritaniens expatriés arrivent à faire entendre leur voix sur le choix du président de la

République Islamique de Mauritanie, qui la notre, c'est grâce à la volonté de Mohamed Ould Abdel Aziz », martèle Mr THIAM.

Accueil populaire de Ould Abdel Aziz à Atar.

Plusieurs milliers d'habitants de la wilaya de l'Adrar, précédés par les notables, les cadres, intellectuels et hommes de cette région populeuse, ont réservé cet après-midi un accueil populaire au candidat Mohamed Ould Abdel Aziz.

Selon notre reporter, présent sur les lieux de l'accueil chaleureux à l'aéroport d'Atar, qui a recueilli les impressions de quelques personnes parmi les nombreuses foules, sur le degré de mobilisation des populations pour le candidat Mohamed Ould Abdel Aziz, c'est la première fois, de l'histoire politique de la région, qu'un accueil d'une telle grandeur, a été organisé pour un candidat.

D'autres candidats à la présidentielle du 18 juillet prochain, dont Messaoud Ould Boulkheir, Ahmed Ould Daddah et Ely Ould Mohamed Vall, ont déjà organisé des rassemblements populaires dans la capitale de l'Adrar. Mais, la mobilisation des populations n'a pas traduit réellement l'existence d'un réservoir électoral véritable acquis à ces prétendants.

Notre reporter a indiqué également que cette mobilisation désinvolte, massive pour exprimer le soutien au candidat à Ould Abdel Aziz est la conséquence logique des grands espoirs nourris dans le candidat Mohamed Ould Abdel Aziz pour mener le pays à bon port.

Le candidat Aziz à Atar : «C'est nous qui avons entrepris le coup d'Etat de 2005 et non les autres qui s'approprient aujourd'hui les réformes d'a-

lors, alors qu'ils les avaient bloquées».

Le candidat Mohamed Ould Abdel Aziz a réaffirmé que la présence massive des populations de l'Adrar constitue un message clair que dans la wilaya il n'y a pas de place pour les prévaricateurs relevant l'attachement des populations aux engagements et leur mépris pour les pressions quel qu'en soit le genre.

Le candidat a fait cette déclaration lors d'un meeting présidé lundi à Atar et au cours duquel il a passé en revue les axes de son programme centré sur la lutte contre la gabegie et l'élimination des criminels et des prévaricateurs.

L'ancrage de la démocratie, dit-il, le renforcement de l'unité nationale, la répartition équitable des ressources, la lutte contre la pauvreté, la réforme de l'administration et sa mise au service des citoyens font partie de ses priorités. Il en est ainsi de l'augmentation des salaires des fonctionnaires et retraités, de la dissuasion du détournement des deniers publics et de l'élaboration de lois luttant contre la gabegie.

Le candidat a précisé: "c'est nous qui avons entrepris le coup d'Etat de 2005 et non les autres qui s'approprient aujourd'hui les réformes d'alors, alors qu'ils les avaient bloquées". M. Ould Abdel Aziz a ajouté que l'Etat a mis fin aux abus des sociétés de télécommunication et réformé les secteurs de l'agriculture, de l'enseignement, de la santé, de la pêche et des infrastructures.

Le candidat a réservé 10 millions du budget de sa campagne à l'hôpital d'Atar et 5 millions aux sportifs de la wilaya avant d'appeler les jeunes et les habitants à "la révolution des urnes le 18 juillet prochain pour éradiquer la gabegie".

Mauritania Airways devrait atteindre l'équilibre en 2010

La compagnie aérienne Mauritania Airways se dotera prochainement de deux A737 (location) dans le but de renforcer sa flotte. En fait, cette compagnie, lancée en novembre 2007, a eu des difficultés au cours de sa première année, "dues essentiellement à des problèmes administratifs vu que c'est la première expérience d'externalisation pour Tunisair", indique Nabil Chettaoui, PDG

de Tunisair, lors de l'AGO du 18 juin 2009. «C'est vrai qu'on a perdu beaucoup d'argent, mais elle a eu plus de succès en 2008 bien qu'elle a été impactée par la hausse des prix du carburant. Je dois dire aussi que la situation politique en Mauritanie a été à l'origine de ses difficultés», ajoute-t-il. Le nombre des vols effectués par la compagnie en 2008 s'élève à 1712 vols dont 1262 vols interna-

tionaux et 450 vols domestiques, d'où un coefficient de remplissage de 34%. Le taux de régularité de la flotte s'établit à 94% en 2008. Concernant la ponctualité des vols, on affirme que 85% des vols partent à l'heure.

En 2009, M. Chettaoui prévoit un déficit ramené à moins de 3 MDT (-11,314 MDT en 2008), avec pour objectif d'atteindre l'équilibre en 2010



webmanagercenter

ECOVISION-LA-FINANCE-ISLAMIQUE-SOLUTION-DE-SORTIE-DE-CRISE-MONDIALE A752.HTML

Ecovision: La finance islamique solution de sortie de crise mondiale

Avec un encours global de quelque 800 milliards de dollars, équivalant sensiblement au total des actifs du Crédit agricole français, la finance islamique ne pèse encore pas très lourd sur l'échiquier planétaire. Mais il y a fort à parier que, dans les années qui viennent, sa progression sera exponentielle. En effet, même si elle a eu à souffrir de la baisse du prix du pétrole et du ralentissement de la croissance dans les pays du Golfe et en Asie du sud-est où elle est principalement implantée, elle a fait montre d'une capacité de résistance à la crise mondiale plus forte que la finance classique, de par son essence et sa nature.

La finance islamique repose sur un code moral prônant la probité, la justice et l'équité. Son fondement est le verset 275 de la sourate de la Vache qui interdit l'usure, rend le commerce licite et l'intérêt illicite. Elle est consolidée par les principes de la Charia qui prohibent de gagner de l'argent grâce à de l'argent et non par le travail et de léser autrui en affaire.

La finance islamique s'interdit les transactions spéculatives et les investissements dans des domaines prohibés. Mais, encore, elle exige que les bénéfices ou les pertes d'une opération soient obligatoirement partagés entre associés, entre une banque et son client, sur une base contractuelle, suivant un ratio déterminé par les apports respectifs, au lieu d'être concentrés d'un seul côté, comme c'est souvent le cas avec les banques classiques. Toute opération financière islamique doit être adossée à des actifs physiques, et non à des produits financiers. L'économie réelle est ici le point de départ et la finalité.

L'interdiction de la pratique de l'intérêt et de la spéculation répond, d'une part, au souci d'éviter le recours, par les nantis, à des placements leur

permettant d'accroître leur richesse sans prendre de risque et, d'autre part, à la nécessité de ne pas priver les domaines producteurs de valeur ajoutée des ressources financières dont ils ont besoin pour se développer. Ces règles sont en faveur d'une saine concurrence dans l'économie réelle, tendue vers la compétitivité. Elles s'opposent au gonflement de la sphère financière virtuelle dont la finance islamique est naturellement déconnectée. Elles orientent l'épargne disponible vers les investissements productifs pour, du même coup, priver les spéculateurs des moyens de leurs pratiques qui sont sans valeur ajoutée. C'est une manière d'annihiler les opérations abusives qui faussent les prévisions économiques, biaisent les prix des biens et accentuent l'impact des crises quand elles surviennent.

Exemptée de la sorte des produits pourris à l'origine de la crise financière et de la récession mondiale, la finance islamique repose sur des critères rigoureux d'investissement et de gestion. Assez bien protégée des dégâts collatéraux de la débâcle présente, la finance islamique est mieux vue que par le passé récent dans les pays industrialisés en quête de solutions de rechange, ou plutôt de correctifs au système bancaire et financier libéral dont les failles et les limites sont aujourd'hui mises à nu.

C'est son recours que Vincent Beaufils, le directeur de la rédaction de « Challenge », un hebdomadaire d'information économique bien coté, conseille à ses grands lecteurs dans un de ses éditoriaux : « En réalité, et Benoît XVI nous pardonnera, au moment où nous traversons une crise financière qui balaie tous les indices de croissance sur son passage, c'est plutôt le Coran qu'il faut relire que les textes pontificaux. Car si nos banquiers, avides de rentabilité sur fonds propres, avaient respecté un tant soit peu la Charia, nous n'en serions pas là ». Aucun anathème ne lui sera assurément jeté, puisqu'il est bien en phase avec le Saint siège. En effet, dans un article publié le 4 mars dernier, sous le titre « Dalla finanza islamica proposta et idea per l'Occidente in crisi » (Idées et propositions de la finance islamique

pour l'Occident en crise), le très officiel quotidien du Vatican vante les avantages d'un système fondé sur les principes de la religion musulmane. Le message est très clairement énoncé : « Nous pensons que la finance islamique peut contribuer à la refondation de nouvelles règles pour la finance occidentale, vu que nous sommes confrontés à une crise qui est essentiellement une crise de confiance dans le système ».

Pour avoir remarquablement fait ses preuves, la finance islamique est en passe de briser les barrières religieuses et idéologiques qui, au cours de ces trois dernières décennies, ont contré son expansion à travers les canaux internationaux dominés par le modèle capitaliste. Les verrous sont en train de sauter, car le système bancaire islamique suscite un intérêt grandissant dans le monde entier, notamment en Europe où plusieurs banques créent des départements spécialisés, si ce ne sont pas des banques islamiques qui s'y ouvrent carrément avec une clientèle composée, pour une bonne part, de non musulmans. Ce n'est pas seulement le souffle moral salvateur qu'elle apporte qui fait l'attrait de la finance islamique. C'est également la formidable puissance économique qui la soutient, avec les immenses réserves monétaires que le pétrole continue de permettre aux pays musulmans du Golfe d'accumuler. Alors que les banques occidentales sont en panne, manquant des liquidités indispensables à la relance leurs économies. Si l'on en croit nombre d'analystes parmi les plus convaincants, le système gouvernera, dans les temps qui viennent, pas moins 4% de l'économie mondiale. Quid de l'Afrique ? La finance islamique s'y est implantée, dans certains pays maghrébins et subsahariens membres de l'Organisation de la conférence islamique. Mais, sans toute la brillance qui sied, il faut se l'avouer. Et si l'on n'y prend garde, c'est par le canal de banques occidentales reconverties à ses préceptes et logiques qu'elle va s'imposer sur le continent.

Le Soleil

LES SALAIRES DU PERSONNEL DES EPA ONT ILS CONTRIBUÉS AU FINANCEMENT OCCULTE DES CAMPAGNES ?

Le personnel des établissements publics n'ont pas perçus leurs salaires et motivations. Les motifs de ce non respect de paiement demeurent jusqu'aujourd'hui, lundi 06 juillet obscures. Mais, dit-on, ce n'est certes pas parce que notre trésorerie nationale trouve des difficultés financières, que le nouveau gouvernement d'union nationale soit déjà objet de plusieurs controverses, litiges et contestations ou enfin qu'il peut y avoir une négligence de la part du Trésorier de la République.

L'idée d'une difficulté financière semble aujourd'hui sérieusement écartée étant donné que le salaire de ce personnel semble d'abord vraiment dérisoire pour une trésorerie sensée résoudre tous les problèmes nationaux en matière de paiement, de liquidation ou de recouvrement. Et, ensuite, les gouvernements successifs qui ne sont pas d'union nationale n'ont jamais assisté à un retard de paiement. Ceci est d'autant plus vrai qu'il arrive que le personnel soit payé par anticipation le 15 ou le 16 du mois.

Quant à l'idée des litiges, controverses ou de contestations, l'accord de Dakar a très certainement enterré la hache de guerre. Les médiateurs ont certes minimisé à terme le nombre de litiges et par conséquent notre trésorerie d'union nationale devrait donc être aujourd'hui irréprochable vis-à-vis de la chose publique et

des ayants droit.

Seulement du moment qu'il n'y a pas jusque là de contestations ou de difficultés financières, l'on ne peut cependant admettre de retards de salaires d'un personnel présentement sur le bras par une 'caserne d'Ali baba' qui a toujours géré rigoureusement son compte charge liée au personnel. A dire vrai, la trésorerie a toujours porté correctement sa casquette de payeur mais avec ces nouvelles élections, il y'a lieu de me demander si parmi une centaine de milliards, dit-on, que certains candidats en lice compte utiliser sous forme de gratification à des populations ignorantes, il n'y a pas par erreur d'écriture sûrement, les salaires du mois de juin des établissements publics.

'Oui, il y'a lieu de se poser vraiment cette question' me répondit aussitôt un chef de service 'si l'on sait qu'en coulisse, on évoque un montant de 37 milliards pour la campagne d'Ahmed Ould Daddah, 21 milliards pour Mohamed Ould Abdel Aziz, 19 milliards pour Massoud, 10 milliards pour Ely Ould Mohamed Vall et 06 milliards repartis in équitablement entre les autres candidats', conclut en fin, ce chef de service.

Ahmed Ould Bettar



Une délégation de l'OIF reçue aux affaires étrangères

Mohamed Mahmoud Ould Mohamedou, patron du département des affaires étrangères a reçu à Nouakchott une délégation de l'organisation internationale de la francophonie (OIF), composée de MM. Siaka Sangaré, directeur général des élections en République du Mali et Jacques Darwin, directeur adjoint des opérations électorales au Canada. Le ministre a informé la délégation du niveau d'avancement du processus électoral devant conduire aux élections du 18 juillet prochain. Il a précisé à l'occasion à ses interlocuteurs, que tous les départements concernés déploient les efforts nécessaires afin d'assurer l'organisation dans de bonnes conditions marquées par la transparence et la responsabilité du scrutin présidentiel.

Pour sa part, la délégation de l'OIF a souligné la satisfaction de leur organisation pour l'accord des parties mauritaniennes qui a permis de dépasser l'impasse politique née du putsch du 6 août 2008. Elle a aussi indiqué que l'OIF a décidé d'envoyer une mission d'observation, présidée par SEM. Pierre Buyoya, ancien président du Burundi dans les prochains jours à la tête d'un certain nombre d'experts dans l'organisation des élections pour assurer l'observation du prochain scrutin.

L'UCD fait faux bond à l'Union des Forces du Changement

Le président de l'Union du Centre Démocratique (UCD), M. Cheikh Sid'Ahmed Ould Baba a faussé la route à ses alliés de l'UFN pour s'engager du

côté du candidat de l'Union Pour la République (UPR) de Mohamed Ould Abdel Aziz. Ses alliés, rappelés le, Louleid Ould Weddad du RPM et Mohamed Yehdy Ould Moctar Hacem de l'alternative, avait décidé de soutenir Ahmed Ould Daddah candidat du Rassemblement des forces démocratiques (Rfd) à la suite d'un chassé croisé intense pendant lequel Messaoud Ould Boulkheir, Ahmed Ould Daddah avaient été reçus par le président de l'alliance pour plaider chacun sa cause. Cheikh Sid'Ahmed Baba qui a rejoint Ould Abdel Aziz comme du reste Me Sghair Ould MBareck explique que le soutien de son parti, apporté au candidat de l'UPR, est le résultat d'une profonde étude sur les grandes lignes du programme électoral de Mohamed Ould Abdel Aziz.

Le président de l'UCD a souligné qu'il s'agit d'une décision mûrie au niveau des structures de base de son parti, lesquelles ont conclu, après étude et réflexion, que le candidat Aziz est le seul capable de mener le pays à bon port. A cette occasion, le directeur de campagne du candidat Ould Abdel Aziz a déclaré que le ralliement de l'UCD constitue un apport qualitatif et quantitatif aux soutiens du candidat.

La HAPA et les représentants des candidats tiennent réunion

La Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel (HAPA) a tenu à Nouakchott une réunion de travail avec les représentants des candidats à l'élection présidentielle du 18 juillet 2009.

Au cours de la réunion, les deux parties ont examiné la couverture médiatique de la campagne électorale par les médias publics et la garantie de la neutralité et de l'équité de cette couverture. Les représentants des candidats ont appelé à

une couverture équilibrée des activités des candidats ainsi que le respect de l'objectivité dans le traitement de l'actualité et la nécessité de garder la même distance par rapport aux différents candidats.

La HAPA a souligné son souci d'assurer l'objectivité, et la neutralité des médias publics dans leur couverture de la campagne, précisant avoir donné des instructions claires aux responsables des organes de presse publique dans le but de respecter l'objectivité et l'équilibre de la couverture des activités de tous les concurrents, loin de tout esprit partisan et de toute publicité.

Les wali des 13 wilayas autour du Premier Ministre

Le Premier ministre, M. Moulaye Ould Mohamed Laghdaf a rencontré dans son bureau à la primature les wali des 13 wilayas du pays. La rencontre s'inscrit dans le cadre des préparatifs de l'élection présidentielle du 18 juillet 2009. le chef du gouvernement n'a pas manqué d'insister sur le rôle imparti à l'administration territoriale dans la préparation et le suivi de l'opération électorale au cours des différentes phases de son exécution, rappelant la conjoncture particulière dans laquelle elle se déroule cette année. M. Moulaye Ould Mohamed Laghdaf a souligné l'enjeu de ces élections pour le pays et relevé que si le gouvernement qu'il dirige est un gouvernement d'union nationale représentant des pôles politiques différents, il n'en demeure pas moins soudé et devant tout mettre en oeuvre pour réussir sa mission principale, à savoir appliquer strictement les termes de l'accord de Dakar, respecter la neutralité totale de l'administration vis à vis des différents candidats et collaborer étroitement avec la CENI pour réussir le difficile pari d'organiser des élections

nationales dans un délai record et dans des conditions climatiques peu, propices.

Le Premier ministre a réaffirmé aux walis que tout sera mis à leur disposition, des véhicules et même des hélicoptères afin de pouvoir acheminer le matériel électoral aux points les plus enclavés dans les délais requis. Il a enfin rappelé la responsabilité entière de l'administration territoriale dans le maintien de l'ordre et la sécurité des personnes et des biens ainsi que la garantie de transparence et de fiabilité du vote.

Nouadhibou : Alerte à la grippe porcine

Des sources médicales à Nouadhibou ont révélé qu'un ressortissant français, arrivé récemment dans la capitale économique a été retenu, lundi dernier dans l'après-midi, sous hospitalisation préventive à l'hôpital régional de Nouadhibou.

Le ressortissant français en question serait un homme d'affaire qui était arrivé il y a de cela 48 heures à Zouérate en provenance de la France, s'est rendu à Nouadhibou où il a déclaré à l'hôpital qu'il présente des symptômes de la grippe porcine. Consulté par les médecins, il a été gardé en hospitalisation préventive en attendant que les résultats de ses analyses qui ont été envoyées à l'étranger, soient connus et sa maladie déterminée. Une équipe médicale du ministère de la Santé a été dépêchée à Nouadhibou pour constater de visu le cas de ce patient qui se trouve dans un état de santé normal ne permettant pas d'affirmer ou d'infirmier un cas de grippe porcine. Il est à noter que la Mauritanie est le seul pays du Maghreb arabe où aucun cas de grippe porcine n'a été jusqu'à présent enregistré.

Mauritania Airways موريتانيا للطيران

Une autre façon de voyager

Groupe Tunisair

Call Center : +222 524 74 74
 www.mauritaniaairways.mr
 www.fly-mauritaniaairways.com

ECHBEH : la qualité au meilleur prix



- Facturation à la seconde
- Tarification unique vers tous les opérateurs nationaux : 39 UM/HT/min
- Tarification Unique vers l'international : 120 UM/HT/min
- Tarification Unique SMS :
vers tous les opérateurs nationaux : 10 UM/HT/SMS,
vers l'international : 40 UM/HT/SMS
- Numéros au Choix



MEILLEURE TARIFICATION EN MAURITANIE

Coût de la carte sim ECHBEH :500UM

MATTEL, Qui d'autre innove pour vous !



Pour vos annonces, publicités ou communiqués :

Choisissez la bonne adresse **AL-HAQAIQ**

Tel: 657 57 02 / 637 37 93 Ou
pub@alhaqaiq.info

www.alhaqaiq.info

E-ZONE
Restez chinguitel au Sénégal.
Le même numéro, les mêmes tarifs,
roaming 100% gratuit.



Avec Chinguitel quand vous êtes au Sénégal	
Appel local (sénégal) vers toutes destinations	40 UM HT/min
Appel international vers l'étranger avec indicatif 00 222	60 UM HT/min
Appel international vers toutes destinations, incluant la mauritanie	80 UM HT/min
SMS local (sénégal) vers toutes destinations	10 UM HT
SMS international vers toutes destinations, incluant la mauritanie	40 UM HT
Roaming (réception d'appels)	Gratuit

Service client : 122

www.pointschauds.info

POINTS CHAUDS
Bimensuel
DU MAGHREB ET DE L'AFRIQUE FRANCOPHONE

EDITION



est édité par **6eme Sens Communication SARL**
AGENCE CONSEILS EN COMMUNICATION

E-Mail: info@pointschauds.info

Fondateurs :

Moulay Najim Old Moulay Zeine et Ezza Mint Moulay Hacem
RCP. N° 0078/MIPT/DAPLP du 24/10/02

Tel: +222 525 06 04 / 657 57 02 /
6373793 /663 15 95

Co-Directeur de Publication et PDG

Moulay Najim Ol Moulay Zein
Ol Moulay Brahim

Directeur de Rédaction

Moulay Najim

Rédaction

Moulay Najim

Ezza Mint Moulaye El Hacem

Souleymane Bahir

Ahmed Bettar

Chekhe Moussa

Mamadou Ousmane Tall

Watt

Secrétariat de rédaction 5250604

Collaborateurs

Abdallahi Diara

CHEKHE Moussa

Directeur Financier

Mohamed El Mihdi Ol Mhd Bachir

Correspondants

NOUADHIBOU:

Sélibaby :Adama Oumar Thiam

Algérie :Kaci Racelma

Maroc :Ahmed El Mihdi

Sénégal : Ismail Ould Chekhe Sidiya

Cote d'Ivoire : Mhd O/ Mhd Hacem

Conseillers

Sy Satigui

Athié Mohamed Nadjify

Tirage

2000 Exemplaires

Imprimerie

Imprimerie Nationale

EDITION

Sixième sens Communication SARL

Immatriculation: CNSS N°7080

Im Impôt N° 889091C

Directrice de publication

Ezza Mint Moulay El Hacem

IMPORTANT

POINTS CHAUDS est une publication plurielle. La Direction respecte la liberté d'expression des chroniqueurs; qu'ils soient de droite, de gauche, du centre ou d'ailleurs. Les commentaires reflètent uniquement les idées, point de vue personnels de leurs acteurs. L'opinion de Points Chauds Online ou BIMENSUEL s'exprime seulement à travers la ligne éditoriale.